

Unité interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 17 novembre 2023.

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Sarreguemines International

28 RUE DE LA FAIENCERIE
BP27
71160 Digoïn

Références : FC/VV/2023/L_354
Code AIOT : 0005401148

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement Sarreguemines International implanté 28 RUE DE LA FAIENCERIE BP27 71160 Digoïn. L'inspection a été annoncée le 08/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarreguemines International
- 28 RUE DE LA FAIENCERIE BP27 71160 Digoïn
- Code AIOT : 0005401148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par jugement du tribunal de commerce, la SAS DESLORIEUX a été désignée liquidateur judiciaire de la société Sarreguemines International qui exploite une faïencerie sur le territoire de la commune de Digoïn.

Cet établissement, dont le liquidateur judiciaire est désormais représentant es qualités, est une installation classée pour la protection de l'environnement, dont la cessation d'activité implique le respect de règles bien spécifiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	Code de l'environnement , articles R.512-39-1-II-4° et R.512-39-1-III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)
1	Déchets et Produits – Stockage et quantités	Code de l'environnement , article R.512-39-1-II-1°	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Risque d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement , article R.512-39-1-II-3°

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection une non-conformité a été relevé et une demande de complément a été formulée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets et Produits – Stockage et quantités

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article R.512-39-1-II-1°
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets et produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription .
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;

Constats :

RAPPEL DU CONSTAT DES PRECEDENTES VISITES : Dans la notification transmise, le liquidateur indique que, compte tenu de l'activité exploitée (fabrication de vaisselles en quantité industrielle), il est probable qu'il existe sur le site des déchets à évacuer. Il précise qu'il est également probable que l'actif disponible de la liquidation ne permettra pas l'évacuation totale de ces déchets. Dans un premier temps, le liquidateur a pris les mesures suivantes concernant les déchets :

- Demande d'autorisation à M. le juge commissaire de missionner la société SNS EXPERTISE afin de réaliser le bilan environnemental qui a notamment pour finalité de déterminer la présence ou non de déchets tout en précisant leur caractère dangereux ou non dangereux ;
- Contact avec la société EPUR à DIGOIN, prestataire habituel du site pour l'évacuation.

L'inspection avait constaté lors de la précédente visite que les déchets recensés dans le procès verbal de constat d'huissier réalisé les 11/12/2019, 12/12/2019, 18/12/2019 et 05/02/2020 par la SCP RAY BERNARD -LANGEVIN ALEXA étaient toujours présents sur le site et que d'autres déchets dangereux et non dangereux étaient également présents. L'inspection avait rappelé que l'exploitant avait été mis en demeure en 2018 et 2019 de procéder à l'évacuation de déchets présents sur le site.

L'inspection constate lors de cette visite que les déchets dangereux présents dans la fosse générale de réception des effluents bruts ont été évacués. En dehors de ces déchets, les autres déchets sont toujours présents sur le site. Une partie de ceux-ci a été regroupée dans un hangar à l'abri des intempéries. L'inspection rappelle la nécessité de procéder à l'évacuation des déchets toujours présents sur le site.

Constat n°2-08082022 : Non-conformité : la notification n'indique pas les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site pour ce qui concerne l'évacuation de tous les produits dangereux et des déchets présents sur le site.

NOUVEAU CONSTAT : M. Meunier indique que l'ensemble des déchets présents sur le site a été évacué par la société EPUR. L'inspection constate le jour de cette visite cette évacuation. Les représentants de la société EPUR fournissent le même jour les bordereaux de suivi de déchets établis. Ces bordereaux n'appellent pas de la part de l'inspection d'observations particulières.

L'inspection constate néanmoins la présence de poudres, de rebus d'assiettes non émaillés ainsi que de réfractaires sur le site. M. Meunier et la société EPUR ne considèrent pas ces éléments comme des déchets. L'inspection rappelle alors la définition du réemploi tel qu'elle est précise à l'article L.541-1-1 du code de l'environnement : "Réemploi : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus".

L'inspection rappelle alors qu'en l'absence d'utilisation de ces produits pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus, les poudres, les rebus d'assiettes non émaillés ainsi que les réfractaires présents sur le site devront être considérés comme des déchets. Afin de déterminer si ces déchets sont dangereux, une caractérisation s'avérera alors indispensable.

Constat n°2-08082022 : remplacé par le constat n°1-29092023

Constat n°1-29092023 : Demande de complément : Préciser le devenir des poudres, des rebus d'assiettes non émaillés ainsi que des réfractaires présents sur le site. En l'absence de réemploi de ces substances, une caractérisation et une évacuation de ce qui devra alors être considéré comme des déchets devront être mises en place.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Risque d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1-II-3°
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 24/02/2023, il avait été constaté : « PREMIER CONSTAT 2023 : Par courrier du 15/09/2022, le liquidateur judiciaire indique que : - le compteur gaz destiné à l'alimentation des fours a été déposé et la vidange du gaz résiduel dans les circuits a été réalisée ; - les compteurs particuliers destinés à l'alimentation des anciens appartements du personnel en bordure de la route au niveau du magasin d'usine ont été déposés. L'inspection constate le jour de la visite que : - les bouteilles de gaz ont été évacuées ; - les produits inflammables initialement stockés dans divers ateliers de l'établissement ont été regroupés dans un bâtiment ; - l'alimentation électrique a été coupée sur l'ensemble du site. CONSTAT SOLDE Constat n°1-24022023 : Demande de complément : Confirmer l'évacuation des produits dangereux inflammables présents sur le site en précisant leur destination. » NOUVEAU CONSTAT : L'inspection constate l'évacuation des produits dangereux inflammables présents sur le site. CONSTAT SOLDE
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement , articles R.512-39-1-II-4° et R.512-39-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement
Prescription contrôlée : R. 512-39-1-II-4° La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 4° La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement R.512-39-1-III : En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.
Constats : RAPPEL DU CONSTAT DES PRECEDENTES VISITES : Dans sa notification, le liquidateur indique que, compte tenu de l'ancienneté de l'activité, de la superficie du site, des fonds disponibles dans la procédure, et du volume probable de déchets à évacuer, il est peu probable que la procédure puisse prendre en charge cette évacuation. L'inspection indique que cette disposition réglementaire ne concerne pas que l'évacuation des déchets susmentionnée. Dans le cadre de la

cessation d'activité du site, un mémoire de réhabilitation ou un plan de gestion doit par exemple être réalisé.

Constat 5-08082022 : Non-conformité : la notification de cessation d'activité ne précise pas les mesures prises ou prévues pour assurer la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

NOUVEAU CONSTAT : l'inspection ne constate pas d'évolution depuis la dernière visite.

CONSTAT NON SOLDE

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois